

Les perspectives à long terme demeurent celles de crise et d'effondrement du gouvernement travailliste. Mais, si nous ne rectifions pas notre analyse et notre pronostic précédent, le parti serait désorienté dans la prochaine période. Alors qu'une série de petites crises et même d'importantes crises sont inévitables, ces crises politiques ne seront pas d'un caractère tellement fondamental qu'elles ébranleront le Labour Party des pieds à la tête, ni qu'elles poseront la question de la chute du gouvernement travailliste par suite d'un mouvement de masses dans une direction révolutionnaire dans la période immédiate. En conséquence, il ne pourra y avoir et il n'y aura pas de polarisation rapide à l'intérieur du Labour Party.

Sans aucun doute les masses — et notamment les éléments avancés — ont une attitude critique vis-à-vis du gouvernement travailliste. Mais, elles sont tolérantes à son égard, prêtes à lui accorder un long crédit de temps. Les masses britanniques sont traditionnellement lentes à changer. Seuls de grands événements les feront rompre avec le réformisme. Les masses sentent vivement le fardeau des restrictions et du rationnement, les caprices du marché noir, etc., et elles se rendent très bien compte que la bourgeoisie continue à bien se porter sous le gouvernement travailliste. Mais les masses acceptent en grande partie l'argument des dirigeants travaillistes, à savoir, que ces conditions ne peuvent pas être immédiatement améliorées étant donné l'héritage de la guerre et ses conséquences.

Malgré de nouvelles restrictions qui provoquent des murmures et une certaine exaspération envers le gouvernement, cela ne suffit pas à provoquer un réel mouvement de révolte contre la direction travailliste. Entre-temps, les restrictions aiguës ne peuvent être que temporaires. Par rapport à ce qu'elles étaient au cours de la guerre, les conditions s'amélioreront sans aucun doute. Déjà, les vêtements, les articles ménagers et d'autres moyens de consommation arrivent sur le marché en plus grande quantité. Ce processus s'accéléra au cours des prochaines années. Malgré la diminution des salaires du temps de guerre, la condition de la classe ouvrière britannique demeure à un niveau supportable.

Le boom économique indubitable cache le fait qu'aucune mesure fondamentale n'est prise par le gouvernement travailliste contre le capitalisme. Nous sommes dans une période classique d'illusions réformistes — un gouvernement réformiste arrivant au pouvoir dans une période de « boom » économique. De petites réformes et des semi-réformes tendent à bercer les masses dans la perspective d'une amélioration lente, mais continue de leur situation.

LE TOURNANT A DROITE DANS LE LABOUR PARTY

La conjoncture a eu comme résultat un profond engourdissement des masses. Cela se reflète dans le Labour Party par un tournant politique vers la droite.

Les organisations travaillistes, qui tendaient à revivre après les élections, sont en grande partie calmes ou somnolentes. La direction de l'aile gauche a fusionné avec l'aile droite, les dirigeants les plus renommés sont entrés dans le Cabinet et ont obtenu des postes gouvernementaux. Même la gauche naissante est actuellement dispersée. Le groupe de « la victoire par le socialisme » s'est effondré. La vente de publications travaillistes de gauche, telles que « Tribune » et « Forward », a fortement décliné. Il y a bien moins de vie politique dans le Labour Party qu'avant la guerre. C'est la tendance générale, bien qu'il y ait des exceptions, surtout dans les régions rurales. Jusqu'à ce que la situation économique change et qu'une aile gauche se développe dans le Labour Party, comprenant des personnalités politiques connues, la vie politique dans le Labour Party aura pour tendance générale, non une activité croissante, mais plutôt le maintien à un niveau assez bas.

C'est la lune de miel pour la bureaucratie travailliste. L'écrasante défaite subie par les staliniens dans leur demande d'affiliation, et ceci en grande partie sur la base qu'ils sont pour « la révolution rouge et le communisme », était un symptôme des processus à l'intérieur du Labour Party.

LA LUTTE DE CLASSES SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Entre-temps, la lutte entre les ouvriers et les patrons aura lieu en grande partie sur le plan économique.

Ces luttes se refléteront, à la longue, sur le plan politique à l'intérieur du Labour Party, mais indirectement et non pas comme un processus direct et automatique.

En 1929, le gouvernement travailliste devait agir dans une période de marasme et ne pouvait rien régler de son programme, mais au contraire, il était forcé d'inaugurer des contre-réformes sous le prétexte qu'il n'avait pas la majorité. Aujourd'hui, le gouvernement travailliste accède au pouvoir au plus haut point d'une vague de radicalisation rarement vue dans l'histoire de la Grande-Bretagne, lorsque la bourgeoisie manque de confiance en son propre avenir. Avec l'accord de certaines parties de la classe capitaliste, le gouvernement travailliste procède à la nationalisation des houillères et d'autres industries, en vue de moderniser et de préserver la structure du capitalisme britannique. Il accomplit réellement une partie de son programme électoral ; et les masses sont prêtes à accepter des sacrifices à cause de leurs illusions dans la « théorie » d'une transition graduelle et sans douleur vers le socialisme.

Le fait que l'illusion du « plein emploi » peut être maintenue dans la période de « boom » actuelle ; qu'en plus des mesures de nationalisation, d'autres réformes et des semi-réformes ont été présentées par le gouvernement travailliste — projet sur la santé nationale, pensions de vieillesse, plan de logement, abolition de la loi restrictive du droit syndical — tout cela a servi à assurer aux masses que le gouvernement fait un sérieux effort pour accomplir le travail pour lequel il fut élu.

La politique suivie en Grèce et en Indonésie souleva des craintes et de l'appéhension parmi les ouvriers. Mais la faiblesse de l'impérialisme britannique qui lui dicte des concessions vis-à-vis de la bourgeoisie coloniale en Egypte et aux Indes permet aux dirigeants travaillistes de couvrir leur politique réactionnaire comme si c'était une libération sincère de ces peuples et un coup porté à l'impérialisme. Cela est renforcé du fait que les tories ont verbalement accueilli par des critiques et de l'effroi cette « liquidation de l'Empire ».

Etant donné qu'un chômage massif ne commencera que vers la fin de mandat du gouvernement travailliste, et étant donné tous les autres facteurs décrits ci-dessus, il est fort probable que non seulement le gouvernement travailliste se maintiendra jusqu'à la fin de son mandat, mais aussi que nous pourrions avoir un second gouvernement travailliste.

Par conséquent, le cours le plus probable des événements semble être un lent rythme d'évolution. Mais cela dépend en partie des événements extérieurs. Le développement de la lutte des classes en France jusqu'à la guerre civile, ou l'éclatement de la révolution aux Indes, pourraient accélérer le processus en Grande-Bretagne.

Ce n'était pas principalement à cause des aspects réactionnaires du stalinisme que ce tournant contre l'affiliation du Parti communiste eut lieu, bien que cela aidât sans aucun doute les dirigeants travaillistes ; mais c'était à cause de la campagne réactionnaire des dirigeants travaillistes contre le communisme et à cause des illusions renouvelées dans le réformisme.

Sans aucun doute, la campagne antirusse eut un certain effet qui fut facilité par la politique de Staline dans les régions occupées.

Il n'y eut qu'une poignée de sections du Labour Party dans tout le pays pour appuyer la résolution en faveur de l'affiliation.

Dans notre document du dernier Congrès, nous déclarions :

« Il est fort probable que les dirigeants de la gauche, tels qu'Aneurin Bevan passeront directement aux côtés de la droite et accepteront des postes au gouvernement. Ainsi l'aile gauche, complètement dispersée et désorganisée, sera encore moins représentée sur le plan national dans la prochaine période. Les événements mèneront cependant à la cristallisation d'une nouvelle aile gauche dans laquelle de nouveaux et jeunes membres du Parlement joueront un rôle dirigeant. »

Une telle cristallisation est inévitable et aura probablement lieu dans une période de crise politique du régime tout entier, ce qui viendra avec le développement d'une crise économique.

Les plus importantes luttes économiques depuis plusieurs années — la grève des dockers, le mouvement des ouvriers du bâtiment de Londres, la grève des métaux et, plus récemment, la grève des ouvriers ferblantiers dans le sud du Pays de Galles — tous ces mouvements se sont produits sans affecter la vie

intérieure du Labour Party, sur le plan local ou sur le plan national.

L'andis que les ouvriers tolèrent le gouvernement travailliste dans l'espoir de profits ultérieurs et voient avec satisfaction que presque tout le monde a du travail, le boom économique les remplit de confiance. Ils essayeront d'améliorer leur durée et leurs conditions de travail par la lutte directe contre les patrons. L'épidémie de petites grèves, jusque dans les industries où il n'y a pas eu de grèves pendant des générations (les ouvriers ferblantiers) et parmi les couches les plus exploitées (les ouvriers des laiteries), est une indication que des couches qui n'ont pas encore été touchées jusqu'à présent seront entraînées dans la lutte. Les grèves des travailleurs du coton, de la métallurgie, de la construction navale et d'autres industries de base pour protester contre la violation des droits de militants syndicaux sont une préparation instinctive des ouvriers défendant leurs organisations pour les luttes à venir. (A l'heure actuelle, un grand nombre de ces grèves gravitent autour de la question du contrôle ouvrier de l'embauchage et du débauchage, où les ouvriers expriment ce qui sera plus tard la tendance au contrôle ouvrier de la production.)

Des grèves auront lieu, d'une ampleur telle qu'on n'en a jamais vu en Grande-Bretagne. A cette étape, la classe dirigeante sera forcée de faire de petites concessions aux masses, sur les salaires et les conditions de travail. Les mineurs escomptent de grands résultats et des bénéfices de la nationalisation des mines. Ils exigent des concessions : ils en obtiendront quelques-unes. Sans concessions, la classe dirigeante et le gouvernement travailliste devraient faire face à de gigantesques batailles dans les mines, dès que les mineurs se rendront compte de la fraude des mesures de nationalisations réformistes.

Mais la crise emportera toutes les réformes et améliorations secondaires et transformera complètement le caractère de la lutte.

Dans les luttes économiques qui se produiront entre-temps, le gouvernement travailliste sera du côté des patrons contre les éléments combattifs de la classe ouvrière. Cela créera inévitablement une profonde hostilité de « gauche » contre le gouvernement travailliste, et même contre le Labour Party. Dans le passé, le Labour Party représentait pour les masses le second

LES NATIONALISATIONS

Etant donné l'impasse dans laquelle se trouve l'impérialisme britannique et la puissante pression exercée par la classe ouvrière, les dirigeants travaillistes sont allés plus loin dans l'accomplissement de leur programme électoral que nous n'avions prévu. La nationalisation des mines est déjà accomplie, les industries de l'acier, de l'électricité, des transports et des combustibles, des secteurs des industries de base sur lesquelles repose la structure économique du pays doivent probablement être nationalisées. Cependant les méthodes et la forme dans laquelle l'étatisation s'accomplit — avec des indemnités et sans le contrôle ouvrier — est un compromis avec la bourgeoisie dans son ensemble, et se fait en accord avec toute une partie importante de la bourgeoisie. La nationalisation de la Banque d'Angleterre rendit seulement de jure ce qui existait déjà de facto. Ce sont des mesures de capitalisme d'Etat et non de socialisme.

Toutes ces mesures montrent une tendance croissante à la fusion du capital financier avec l'Etat. Ce n'est pas par accident que les représentants les plus sérieux de la classe capitaliste, représentés par le « Times » et l'« Economist », appuient la nationalisation des industries qui sont devenues un boulet pour l'économie britannique dans son ensemble.

Ces représentants sérieux de la classe dirigeante sont prêts à accepter que l'Etat prenne en charge ces industries — même avec les travaillistes au pouvoir — comme la meilleure méthode pour accomplir les mesures nécessaires de nationalisation et pour en faire porter le fardeau aux masses. Au moyen d'une rationalisation étatique, ils espèrent obtenir que le charbon, l'électricité, l'acier, les combustibles et les transports soient produits efficacement et à bon marché, afin de pouvoir lutter plus efficacement sur le marché mondial.

Les capitalistes commencent à accepter le taux des indemnités et la façon dont on procède au changement. Leur acceptation de ces mesures reflète la décadence du capitalisme britannique : le manque de confiance de la classe capitaliste dans son avenir ; sa faiblesse vis-à-vis de la classe ouvrière ; son désespoir à chercher une solution. Il y a dix ans, lorsque la bourgeoisie avait plus de confiance dans l'avenir de son

terme de l'alternative du pouvoir gouvernemental. Il était inévitable alors que les ouvriers se tournassent vers le Labour Party comme vers la force politique des masses organisées contre les « tories », contre le gouvernement au pouvoir. Mais il n'est pas facile d'imaginer une nouvelle orientation massive vers le Labour Party ou une confiance croissante dans le Labour Party dans une période où le gouvernement travailliste est du côté des capitalistes contre les ouvriers en grève.

Entre temps, l'appareil syndical sera de plus en plus intégré dans l'appareil d'Etat, dans les organisations de comités mixtes de production et de collaboration de classe. Cette tendance s'accompagnera d'une hostilité grandissante contre la politique de collaboration de classes et par la cristallisation d'un mouvement organisé d'opposition.

La « Militant Workers Federation » n'a pas réussi à s'enraciner et à se développer en tant que centre d'opposition syndicale pendant la guerre et immédiatement après, et il est clair maintenant que l'opposition syndicale passera par une expérience organisationnelle différente.

L'expérience de la grande grève des dockers, ainsi que le mouvement des ouvriers du bâtiment montrent que les ouvriers édifieront des organisations de liaison non officielles pour diriger leurs luttes contre les patrons et pour surmonter le sabotage de la direction syndicale. Le Parti doit constamment tendre à s'intégrer à ces organismes de coordination et à organiser leur liaison sur le plan régional et national. En même temps, le Parti doit s'efforcer, comme il le fit dans le passé, à ce que ces mouvements non officiels trouvent le maximum de représentation, d'appui et d'organisation dans les organisations syndicales en général.

Ce sera sur le plan économique et dans les syndicats que l'opposition combattive croissante de classes trouvera sa première expression importante d'opposition au gouvernement travailliste. La tâche de notre Parti consiste à chercher cette opposition partout où elle se présente, à essayer de lui donner une juste orientation politique et syndicale. Ce sera donc sur le plan syndical, parmi les militants ouvriers (parmi lesquels des membres du Labour Party, du Parti Communiste et des sympathisants à ces organisations), que le Parti Communiste Révolutionnaire fera les gains les plus importants dans la période à venir.

Le système, la suggestion de telles mesures eût été accueillie par une opposition féroce.

Du point de vue du développement économique, le capitalisme d'Etat représente un pas en avant vis-à-vis du laisser faire ou du capitalisme monopoleur. Mais ce n'est pas du socialisme. L'Etat demeure un Etat capitaliste. L'industrie nationalisée travaillera pour le bénéfice de la classe dirigeante dans son ensemble, et non pas dans l'intérêt de la classe ouvrière. Les actionnaires doivent être richement gratifiés par des indemnités généreuses, bien qu'ils aient mené le pays au bord de la ruine économique. Les industries seront dirigées comme des corporations de capitalisme d'Etat et, dans les directions, les anciens propriétaires et directeurs seront largement représentés. Les ouvriers n'auront aucun contrôle sur la gestion de ces industries et se trouveront ainsi dans la même position que les postiers pendant des générations.

La revendication léniniste : « nationalisation sans indemnité et sous contrôle ouvrier » prend le caractère d'une revendication fondamentale pour la prochaine période. Les ouvriers des industries nationalisées doivent exiger que celles-ci soient gérées et contrôlées, de haut en bas, par des comités élus par les ouvriers auxquels seraient attachés des techniciens spécialisés.

Tout en dénonçant constamment le caractère limité et réformiste de la politique du gouvernement travailliste et tout en propageant le programme révolutionnaire, nous défendons même ces mesures partielles contre toute tentative des « tories » de revenir à la propriété capitaliste individuelle. Mais ce serait un crime de semer des illusions parmi les ouvriers quant au sens des mesures de capitalisme d'Etat. Notre propagande doit démontrer que des demi-mesures sont incapables de résoudre les besoins de la classe ouvrière et que les illusions semées par les dirigeants travaillistes mèneront les ouvriers au désastre.

Il est impossible de dresser un plan et de tirer avantage des possibilités énormes de la production moderne dans l'intérêt des masses sans détruire le capitalisme et sans s'emparer des banques et des grandes industries sans indemnités, et sans